



PRISE DE POSITION

Contact and for information : donatella.rostagno@eurac-network.org

Rome, 29 avril 2015

Burundi : EurAc appelle l'UE à dire non au 3^{ème} mandat du Président Nkurunziza

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) et ses membres, réunis en Assemblée Générale à Rome ce 29 avril 2015, appellent l'Union européenne (UE) à condamner avec la plus grande fermeté la candidature du Président sortant Pierre Nkurunziza à l'élection présidentielle du 26 juin 2015, annoncée le 25 avril 2015 lors du congrès du CNDD-FDD, ainsi que la répression violente qui a suivi cette annonce.

L'annonce de la candidature du Président Pierre Nkurunziza va à l'encontre des Accords d'Arusha (2000) et de de la Constitution burundaise. Elle représente une grave menace pour l'alternance démocratique et la stabilité non seulement du Burundi, mais aussi de la région des Grands Lacs toute entière. L'UE doit peser de tout son poids pour que l'Etat de droit et l'alternance démocratique et pacifique soient respectés.

Depuis le 26 avril, des dizaines de milliers de personnes ont suivi les appels des organisations de la société civile et de l'opposition politique à sortir dans la rue afin de montrer leurs désaccords avec la décision du CNDD-FDD. La police a fait usage de balles réelles pour disperser les manifestants, démontrant une fois de plus son incapacité à remplir correctement sa mission de protection de la population et à assurer la sécurité.

Selon plusieurs sources, dont la Croix-Rouge burundaise, au moins 6 manifestants auraient été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés. Plusieurs centaines de personnes auraient en outre été arrêtées, parmi lesquelles le militant Pierre Claver Mbonimpa qui a été relâché après une nuit de détention. Le délégué-général du Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC), Me Vital Nshimirimana, ainsi que Pacifique Nininahazwe, président du Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), font quant à eux l'objet d'un mandat d'arrêt.

Ces faits viennent s'ajouter aux 117 arrestations intervenues les 18 et 19 avril derniers lors de manifestations tenues à Bujumbura en opposition au troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Parmi les personnes arrêtées, 67 ont été transférées en prison.

EurAc est un réseau européen qui rassemble 41 organisations membres issues de la société civile de 12 pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) qui travaillent pour la paix et le développement en Afrique centrale

Au lendemain de l'annonce de la candidature du Président Nkurunziza, la diffusion des trois principales radios indépendantes du pays, *Bonesha, Isanganiro et RPA (Radio Publique Africaine)*, a été interrompue. Trois jours plus tard, la RPA est toujours fermée tandis que la diffusion de *Bonesha, et Isanganiro* n'est autorisée qu'à Bujumbura.

EurAc réitère ses fortes craintes quant à l'intensification des attaques et des menaces à l'encontre de la société civile, des médias et des partis d'opposition, notamment en raison de nombreuses allégations entourant les agissements des Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD. Le Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme, Hussein Zeil Ra'ad Al, a récemment tiré la sonnette d'alarme quant au risque grandissant de violence et d'intimidation par ce groupe qu'il définit comme étant une véritable milice.

Les craintes de voir ces tensions se transformer en situation de guerre sont réelles. Elles ont déjà poussé près de 20 000 Burundais à chercher refuge dans les pays voisins.

En conséquence, EurAc et ses membres demandent à l'UE de :

- convaincre le Président Pierre Nkurunziza de renoncer à sa candidature qui va à l'encontre des Accords d'Arusha (2000) et de la Constitution burundaise;
- imposer des sanctions individuelles à toute personne responsable de violation des droits humains au Burundi et, si nécessaire, de saisir la Cour pénale internationale ;
- appeler fermement les partis politiques à empêcher leurs membres, en particulier leurs jeunes, de recourir à l'intimidation et à la violence à l'encontre de la population;
- s'assurer d'un dialogue sur le déroulement du processus électoral entre les partis au pouvoir, d'opposition et la société civile ;
- assurer la protection des défenseurs des droits humains et de leurs familles, particulièrement ciblés en cette période électorale tendue ;
- conditionner l'envoi d'une mission d'observation électorale européenne au Burundi au respect de la Feuille de route (mars 2013) et du Code de bonne conduite (juin 2014) négociés sous l'égide des Nations Unies et signés par tous les acteurs politiques burundais, qui comprennent notamment l'inclusivité du processus électoral burundais ;
- conditionner son soutien financier à l'organisation des élections burundaises au respect de l'inclusivité du processus électoral, des droits humains et des libertés de la société civile et des médias ;
- augmenter son soutien politique et financier à réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Burundi afin d'augmenter l'indépendance et le professionnalisme des services de police et de la justice.

EurAc et ses membres seront présents au Burundi pendant toute la durée du processus électoral, au côté de leurs partenaires de la société civile, en vue de soutenir leur travail d'observation et de plaider en faveur d'une démocratisation sans laquelle le Burundi ne pourra tourner définitivement la page de la violence et de l'instabilité.